



CONSEIL
DE DEVELOPPEMENT
DURABLE

Programme

Assises de la participation - Première édition

15 et 16 novembre

Osez participer !

en présence de :

**Pierre Rosanvallon, Loïc Blondiaux,
Philippe Corcuff, Joëlle Zask, Laurence Luret,
Sophie Bouchet-Petersen, Pierre Mahey,
Laurence Monnoyer-Smith, Patrick Viveret...**

COMMUNAUTÉ
URBAINE DE BORDEAUX
LACUB
www.lacub.fr



Pour Gabi Farage
aux chemins ouverts à la participation.

Edito

« Collectif de bénévoles issus des mondes associatifs, économiques, culturels, représentants des communes et pays du territoire, volontaires et tirés au sort... le C2D est un foisonnement de citoyens intéressés par la part que chacun peut prendre au travail collectif.

L'histoire du C2D, que j'ai le plaisir de présider depuis 2008, a commencé avec la question de la participation citoyenne. La Communauté urbaine de Bordeaux nous a confié, dès notre installation, l'écriture d'une charte de la participation à l'action publique. Immédiatement, le groupe de travail du C2D en charge de ce projet a échafaudé trois actes forts qui ont orienté notre engagement et qui se retrouvent aujourd'hui dans la construction de ces premières assises de la participation : d'abord, partager avec un collectif large l'élaboration de cette charte, et en premier lieu avec les 160 membres que nous étions alors, mettant ainsi à distance l'idée d'une appropriation experte ; ensuite, s'enrichir d'expériences extérieures en accueillant acteurs et chercheurs de Montréal et notamment l'Office de Consultations Publiques, signifiant par là même la nécessité d'une curiosité critique ; enfin, négocier ce texte mais aussi le suivi de son application de manière tripartite entre membres du C2D, élus et services actant ainsi le principe d'un travail à remettre toujours sur le métier avec en ligne de mire le rôle des citoyens.

Ces premières assises de la participation ont, en leur cœur, ces principes. Elles s'enracinent dans une approche non irénique de la place du citoyen dans la fabrique de l'action publique. Elles sont la continuité logique de ce rôle nouveau de garant de la participation que les élus de La Cub ont souhaité nous confier et qui nécessite de mettre au clair les vocabulaires aussi bien que les pratiques ou les usages.

Le C2D est un collectif complexe et pluraliste. Il est en lien avec les élus qui le saisissent et que lui-même saisit tout autant qu'il regarde en dehors de son assemblée pour proposer à chacune ou à chacun de prendre sa part. Le choix de se poser la question des publics absents prend alors tout son sens.

C'est cet esprit d'ouverture et d'exigence que nous avons souhaité pour ces assises. Il est présent dans la manière dont cet événement a été construit avec les associations, les institutions, les communes (plutôt que de façon solitaire) et dans l'appel fait à des expériences nationales et internationales. Il s'affirmera d'autant plus que le dialogue s'installera sur les convictions, les résultats autant que sur les interrogations. Nous voulons faire bouger les lignes, les frontières et les identités. »

Fabienne Brugère



Sommaire

Introduction 6

Programme général 7

Conférences et débats
présentation 9

Les 9 ateliers
présentation 17

« La démocratie est le régime dans lequel la participation à la décision est assurée à un nombre toujours plus grand de citoyens. »

Paul Ricœur

La démocratie européenne est en crise? Pourtant à l'échelle locale, on ne peut nier la multiplication des initiatives de participation citoyenne.

Dans quelle mesure ces démarches contribuent-elles à un renouveau de la démocratie? Telle est l'orientation que prendront ces Assises plaçant au cœur des débats la question des « publics absents ». Une occasion de réunir les différents acteurs de la participation et de partager nos expertises, nos outils et nos questionnements.

Comment concrétiser les demandes de participation à la vie de la cité? Comment favoriser la participation des publics absents? Comment motiver l'engagement politique pour que chacun soit acteur de la démocratie?

Ces questions seront abordées au cours de conférences et débats publics. Des ateliers thématiques auront comme objectif de faire émerger des propositions pour la mobilisation des publics absents.

Jeudi 15 novembre

Amphithéâtre Broca 1

Université Victor Segalen - Bordeaux 2

> 20h : Qu'est-ce qu'être gouverné et être représenté ?

Ouverture des Assises par **Fabienne Brugère**, philosophe et présidente du C2D

Conférence de **Pierre Rosanvallon**, historien, professeur au Collège de France, présenté par **Loïc Blondiaux**, professeur de science politique (Université Paris I Panthéon-Sorbonne)

Vendredi 16 novembre

Chapiteau du Cirque Romanès

Quai Deschamps, Bordeaux Bastide

> 8h30 : Accueil des participants

> 8h45 : Mot de bienvenue

de **Vincent Feltesse**, président de la Communauté urbaine de Bordeaux

> 9h00 - 9h45 : Lancement de la journée par les membres du C2D

Winston Brugmans, président du Réseau Paul Bert, **Laurent Couderchet**, géographe, **Laurine Couffignal**, consultante en développement durable et **Marion Paoletti**, politologue

> 10h00 - 12h00 : Ateliers thématiques - temps 1

> 12h15 - 13h00 : Pause déjeuner

> 13h00 - 14h15 : Les publics absents

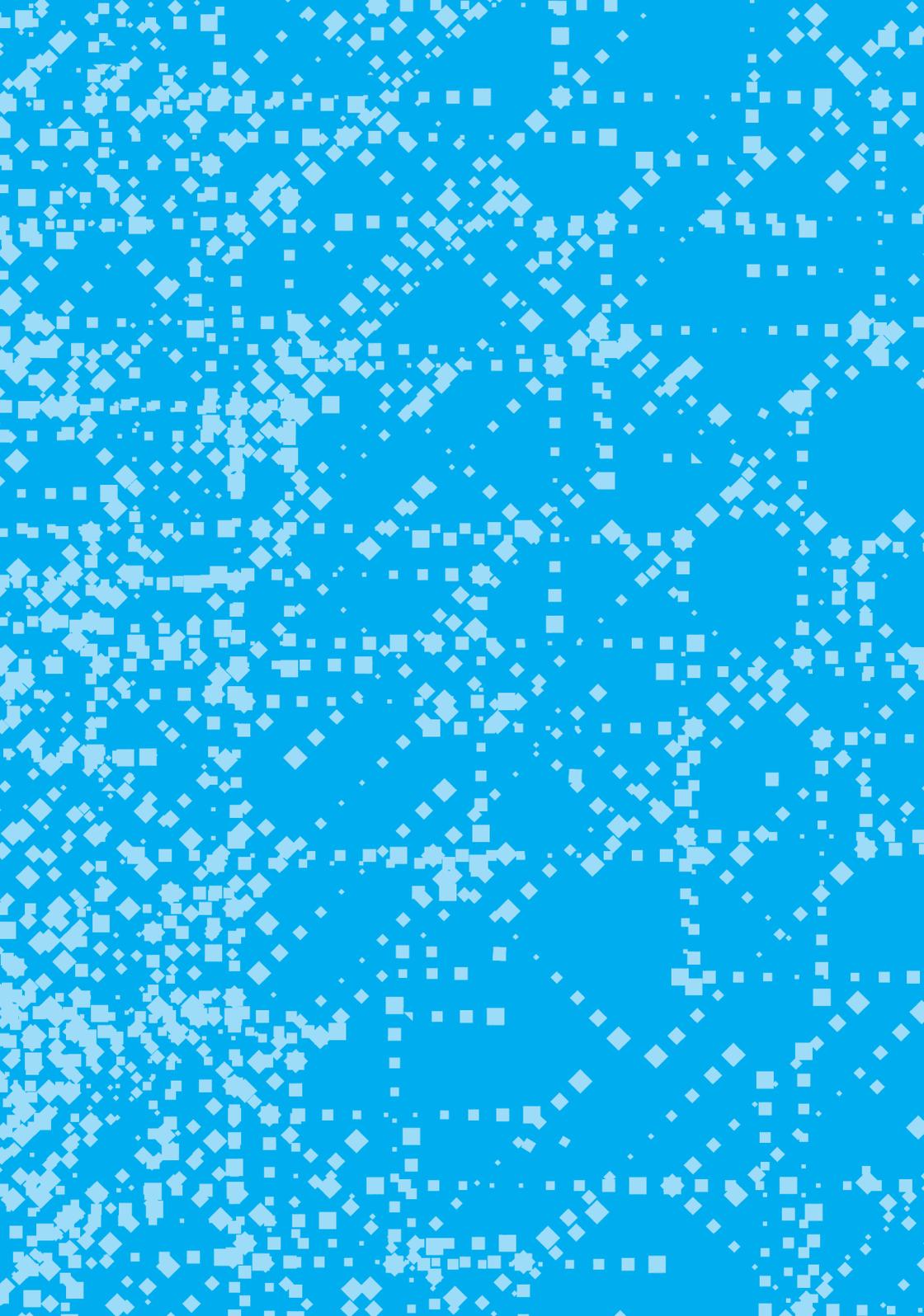
Table ronde animée par **Laurence Luret**, journaliste à France Inter, avec **Sophie Bouchet-Petersen**, conseillère politique, **Pierre Mahey**, architecte-urbaniste (« arpenteurs »), **Laurence Monnoyer-Smith**, professeure en sciences de l'information et de la communication (Université de Technologie de Compiègne), **Alexandre Romanès**, co-fondateur du Cirque Romanès et poète, **Patrick Viveret**, philosophe, magistrat, ancien conseiller à la Cour des comptes

> 14h30 - 16h30 : Ateliers thématiques - temps 2

> 16h45 - 17h15 : Retour sur les ateliers

> 17h30 - 18h30 : Qu'est ce que participer engage ?

Discussion entre **Philippe Corcuff**, maître de conférences et chercheur (IEP de Lyon et Centre de recherche sur les liens sociaux, Université Paris Descartes/CNRS), membre du Conseil Scientifique d' ATTAC France et **Joëlle Zask**, philosophe, spécialiste de philosophie politique (Université de Provence)



Conférences & débats

> présentation

> Conférence

Qu'est-ce qu'être gouverné et être représenté ?

Pierre Rosanvallon déploie depuis de nombreuses années une œuvre sur la démocratie et son histoire, afin d'en comprendre l'actualité.

Sa trilogie (*Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel*, Gallimard, 1992 ; *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard 1998 ; *La Démocratie inachevée. Histoire de la souveraineté du peuple en France*, Gallimard, 2000) poursuivie par *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance* (Seuils, 2006) renouvelle en profondeur l'appréhension de notre rapport à l'histoire de la démocratie.

Prenant ses distances avec le discours du « déclin du politique » sans évacuer les critiques formulées en direction de l'idéal démocratique, posant que la démocratie s'est « toujours manifestée à la fois comme une promesse et comme un problème », Pierre Rosanvallon rend alors possible un à-côté de ce qu'il nomme « les institutions électorales-représentatives », un espace aussi disponible pour la participation citoyenne.

Il revient à Loïc Blondiaux d'introduire cette conférence en ouvrant le chemin de la participation qu'il a contribué à clarifier et populariser en France. Savoir ce que signifie être représenté et être gouverné y figure au rang des questions premières.



Intervenants

> Pierre Rosanvallon

Historien, il occupe depuis 2001 la chaire « Histoire moderne et contemporaine du politique » au Collège de France tout en demeurant directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Pierre Rosanvallon est également président de la République des Idées, « lieu de production et d'échange d'idées neuves en Europe et dans le monde », « lien entre les personnalités, les organisations, les publications qui défendent la force des idées comme moteur de l'activité humaine. » Il y dirige la collection « La République des Idées / Seuil », laquelle a publié nombre d'ouvrages renouvelant les idées : *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique, La démocratie Internet. Promesses et limites...*

Repères bibliographiques :

- *La Société des égaux*, Seuil, 2011.
- *La Légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*. Seuil, 2008.

Site internet : www.laviedesidees.fr

> Loïc Blondiaux

Après avoir été professeur des universités et chercheur du CERAPS (Centre d'Etudes et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales) à Lille, il est aujourd'hui professeur de science politique à la Sorbonne. Membre du conseil d'administration de l'ADELS, il co-anime également l'Institut de la concertation et préside le conseil scientifique du Groupement d'Intérêt Scientifique « Participation du public, décision, démocratie participative » depuis 2009.

Ses recherches portent sur les sondages d'opinion, l'histoire des sciences sociales et la démocratie participative.

Repères bibliographiques :

- *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Collection La République des idées, Seuil, 2008.
- *Le débat public. Une expérience française de démocratie participative*, La découverte, 2007, en collaboration avec Martine Revel, Cécile Blatrix, Jean-Michel Fourniau.
- *La fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Seuil, 1998.

Sites internet : www.participation-et-democratie.fr et www.concerter.org

Les publics absents

Qui sont les « publics absents » ? Qui sont ces hommes et femmes qui ne participent pas à la vie démocratique et citoyenne ? Quelles réalités multiples (à la fois de vie et d'approche de l'action publique) cette notion recouvre-t-elle ? Comment cette non participation nous éclaire à son tour sur les différentes raisons qui peuvent nous éloigner de la « chose publique » ? Ainsi, comment favoriser des dispositifs qui pourraient nous en rapprocher ? Et comment répondre à ceux qui se plaignent d'un débat public confisqué ?

Avec le philosophe **Patrick Viveret**, co-fondateur de « Roosevelt 2012 », nous aborderons les nouvelles perspectives ouvertes par la mobilisation citoyenne et les mouvements auto-organisés comme « Roosevelt 2012 ». Que peut-on attendre de ce type de mouvement ? Est-il l'expression d'un renouveau de l'action citoyenne ou un simple mouvement d'exaspération ?

Laurence Monnoyer-Smith, professeure en sciences de l'information et de la communication, témoignera de la vigueur de ce type de mouvements qui fleurissent de plus en plus sur le net. Mais au-delà de l'outil, Internet engendre-t-il à lui seul de nouvelles formes de citoyenneté ? Permet-il pour autant à de nouveaux publics de s'engager ? Quels peuvent être les effets pervers de ce type de « mobilisation technologique » ?

Sophie Bouchet-Petersen, conseillère politique, nous expliquera comment, s'inspirant de l'expérience de Porto Alegre, la Région Poitou-Charentes (territoire d'innovation et d'expérimentation en matière de démocratie participative) a mis en place les budgets participatifs des lycées, touchant ainsi un public largement absent des instances « classiques » de participation : les lycéens, futurs citoyens. Elle nous dira notamment en quoi cette démarche de restitution de pouvoir aux citoyens permet à la fois de repenser la relation et de retisser du lien entre « décideurs » et « administrés ».

Pierre Mahey, architecte et urbaniste, fera part de son expérience et de ses convictions : comment faire avec ce que sont les personnes, dans la multiplicité de leurs individualités ? Que « faire » avec celles et ceux qui n'entrent pas dans les cadres institutionnels ou ne sont pas particulièrement des « citoyens actifs » ? Comment l'invention de nouveaux espaces « hors cadre », faisant la part belle à tout un chacun et lui permettant de s'exprimer avec ce qu'il est, contribue à faire démocratie.

Alexandre Romanès, poète, co-fondateur et directeur du Cirque Romanès, illustrera quant à lui, par ses anecdotes, sa façon d'aller chercher les « publics absents ».

Au-delà des expériences et des compétences de chacun, l'intérêt de cette table ronde est de confronter des regards pluriels, de permettre aux uns de réagir par rapport aux démarches des autres afin d'ouvrir le champ des possibles.



Intervenants

> **Sophie Bouchet-Pertersen**, conseillère politique, travaille au Conseil Régional de Poitou-Charentes, notamment sur la mise en place du Budget Participatif des Lycées (BPL).

> **Pierre Mahey** est urbaniste au sein d'« arpenteurs », structure dédiée à l'animation de la participation et ayant pour objectifs d'améliorer l'égalité sociale, politique et écologique. Il co-anime également le réseau Capacitation citoyenne.

Repères bibliographiques :

- *Pour une culture de la participation*, ADELS - Revue Territoires, 2005.
- *La participation fait sa révolution*, paru dans « *La participation des habitants, enjeux et pratiques* », Actes 1999-2000, Pôle de ressources départementales 95.

Sites internet : www.arpenteurs.fr et www.capacitation-citoyenne.org

> **Laurence Monnoyer-Smith**, professeure en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Technologie de Compiègne, est spécialiste de la démocratie en ligne, en France comme à l'international, et s'intéresse aux nouvelles formes d'expression de la citoyenneté.

Repères bibliographiques :

- « *La participation en ligne, révélateur d'une évolution des pratiques politiques?* », *Démocratie et participation : un état des savoirs*. Participations n° 1, 2011.
- *Les enjeux du vote électronique. Citoyenneté et participation locale*, Sciences de la Société n° 62, 2003.

Communications :

« Participation et NTIC ». Premier Congrès du GIS Participation du public, décision, démocratie participative, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, 19 octobre 2011. (Disponible sur le site www.participation-et-democratie.fr)

> **Alexandre Romanès** est poète, luthiste baroque et directeur du Cirque Romanès qu'il a fondé avec sa femme Délia.

Repères bibliographiques :

- *Un peuple de promeneurs*, Gallimard, 2011.

> **Patrick Viveret** est philosophe et ancien conseiller à la Cour des comptes. Il défend une « sobriété heureuse » ainsi que des « politiques publiques de mieux-être ». Auteur du rapport Reconsidérer la Richesse, publié en 2001 dans le cadre d'une mission gouvernementale de redéfinition des indicateurs de richesse, il participe en 2012 à la fondation du collectif de citoyens « Roosevelt 2012 ».

Site internet : www.roosevelt2012.fr

> Conférence

Qu'est-ce que participer engage ?

La participation citoyenne semble aujourd'hui en capacité de régénérer une démocratie électoralo-représentative en butte à des questionnements. Cependant, force est de constater que les difficultés rencontrées dans le déploiement des dispositifs de démocratie participative, notamment autour de la question des publics absents, nous obligent à réinterroger les bases mêmes du pacte démocratique et du rapport gouvernant/gouverné fondé sur la notion de citoyenneté.

Qu'est-ce que participer engage ou met en jeu au niveau individuel ? Qu'est-ce que participer induit et provoque au niveau collectif ? Le développement de la démocratie participative peut-il, au final, permettre de repenser les politiques et actions publiques ? Peut-il déboucher sur l'exercice du pouvoir, pour le peuple certes, mais également par celui-ci ?

Pour obtenir des éléments de réponses à ces questions, **Joëlle Zask**, philosophe spécialiste de philosophie politique, et **Philippe Corcuff**, sociologue et politiste, viendront rendre compte de leurs travaux et projets de recherche respectifs sur le sujet.

Joëlle Zask nous livrera sa vision sur la mise en jeu de l'idéal démocratique qu'implique la participation citoyenne à travers l'articulation des trois notions que sont « prendre part », « apporter une part » et « recevoir une part ». Son propos, notamment parce qu'il pose la question de la participation au-delà de la sphère politique et emprunte des exemples au monde des loisirs, à la famille, au sport ou à d'autres champs, permet d'élargir les perspectives.

Philippe Corcuff présentera quant à lui une lecture critique de la démocratie participative telle qu'elle s'exprime aujourd'hui, et reviendra sur ce qui fait obstacle, selon lui, à la participation citoyenne.

Il s'agira également de voir dans quelle mesure la démocratie participative (ou « contributive ») peut permettre de redéfinir le mode de gouvernance même de nos démocraties et, ce faisant, de réorienter les politiques publiques.

Il s'agira enfin de comprendre comment la participation citoyenne offre, sous la forme d'une « coopérative démocratique des individualités », l'opportunité d'une (ré)appropriation citoyenne du projet politique (au sens de projet de société).



Intervenants

> Philippe Corcuff

Il est sociologue, maître de conférences à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon et chercheur au CERLIS (Centre de recherche sur les liens sociaux, Université Paris Descartes/CNRS). Il est également membre du Conseil Scientifique d'ATTAC France.

Repères bibliographiques :

- *Où est passée la critique sociale? Penser le global au croisement des savoirs*, La Découverte, collection « Bibliothèque du MAUSS », 2012.
- *Les nouvelles sociologies - Entre le collectif et l'individuel*, Armand Colin, collection « 128 », 3^e édition actualisée, 2011.

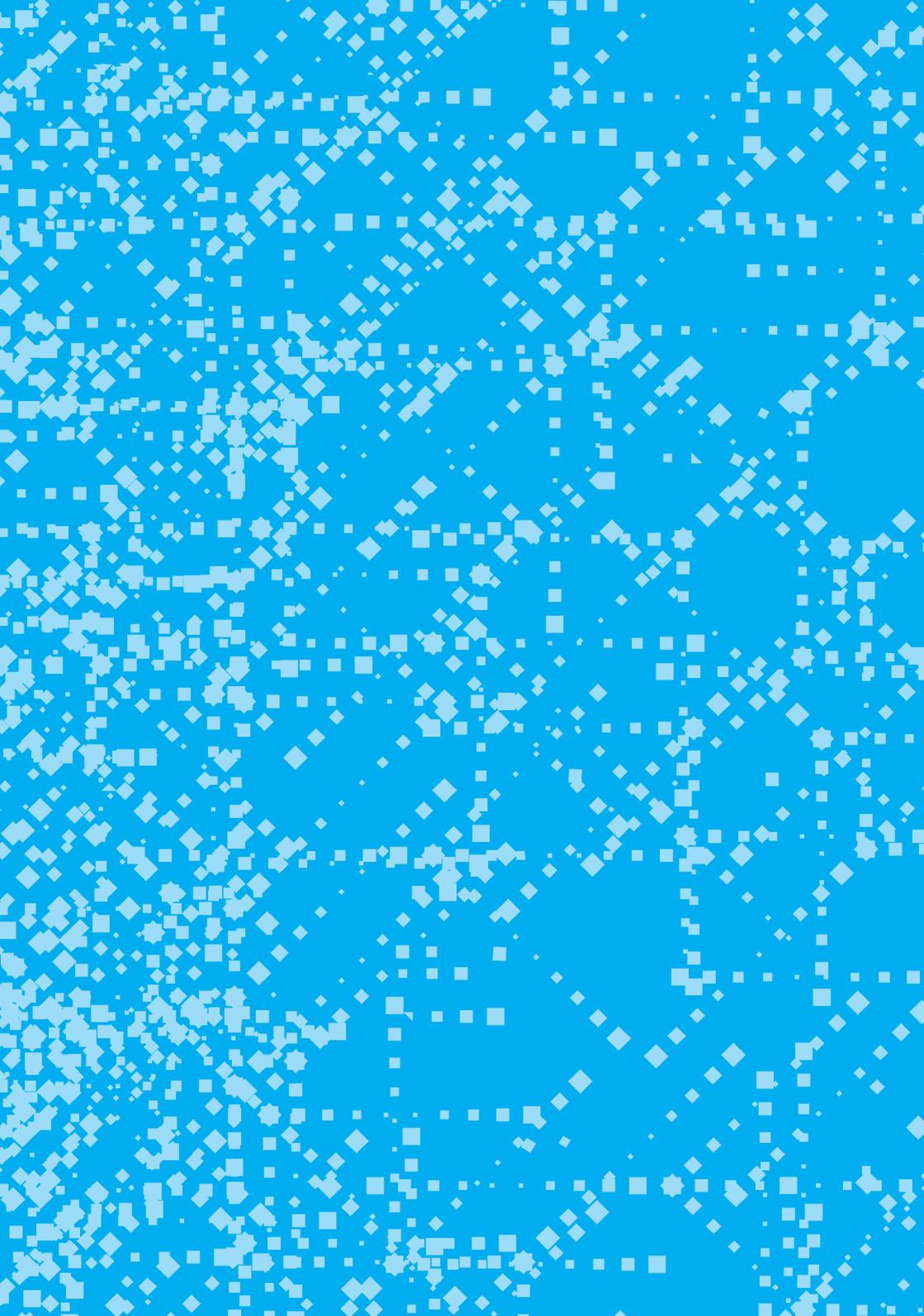
Site internet : www.blogs.mediapart.fr/blog/philippe-corcuff

> Joëlle Zask

Elle est philosophe, spécialiste de philosophie politique, maître de conférences à l'Université de Provence - Aix Marseille 1 et chercheuse au Centre d'épistémologie et d'ergologie comparatives (CNRS, Université de Provence).

Repères bibliographiques :

- *Participer ; essai sur les formes démocratiques de la participation*, Le bord de l'eau, collection « Les voies du politique », 2012.
- *Le public chez Dewey : une union sociale plurielle*, Tracés, Revue de sciences humaines, « Pragmatismes », ENS éditions, n° 15, 2008.
- *L'opinion publique et son double, livre II : John Dewey, philosophe du public*, L'Harmattan (La philosophie en commun), 2000.



Les 9 ateliers

> présentation

Complexité, capacitation et participation

Comment appréhender la complexité d'un projet global? Comment réussir à partager la multiplicité des enjeux sans décourager la participation ni simplifier à outrance? Comment embrasser la diversité des approches? Quelle place donner aux différents savoirs dans la construction de l'action publique?

Aujourd'hui le « savoir » est encore souvent considéré comme l'apanage des experts. Les habitants ne se sentent pas toujours légitimes à s'investir. La complexité technique des projets (imbrication des échelles de territoire et de temps, multiplicité des acteurs « experts » –élus, techniciens, universitaires, acteurs économiques... –et donc des intérêts...) apparaît souvent comme un frein à la participation.

De fait, il arrive souvent que des citoyens se sentent eux-mêmes perdus car ils ne possèdent pas les clés de lecture qui leur permettraient de comprendre (c'est même l'argument de certains opposants à la participation). Cet aspect de la complexité des projets est donc fondamental.

Pour autant, il n'est peut-être pas le seul : les approches citoyennes de l'action publique, la relation des citoyens au territoire, leurs points de vue doivent pouvoir être appréhendés au même titre que ceux des « experts » décrits plus hauts. Comment alors les acteurs habituels du projet peuvent-ils faire passer leur vision complexe de celui-ci, mais aussi entendre, comprendre et prendre en compte les approches citoyennes?

A travers notamment l'expérience des London Citizens, nous verrons avec **Hélène Balazard** comment les citoyens peuvent s'organiser pour mieux comprendre, dialoguer et être entendus par les institutions. Nous apprendrons aussi via la pratique des « **arpenteurs** » comment des espaces neutres peuvent permettre un dialogue horizontal entre institutionnels et citoyens, sans suprématie d'un type d'acteur sur les autres.

L'enjeu se situe autant du côté des citoyens (comment réussir à les faire monter en compétence) que de celui des « experts » (comment apprendre à écouter et à prendre en compte une expression particulière : parole « incorrecte », récit individuel, communication non verbale...).

> Atelier animé par

Sébastien Keiff (Conseil général de Gironde)
et **Bruno Marriet** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Hélène Balazard

Elle est docteure en science politique au sein du Laboratoire de Recherches Interdisciplinaires Ville Espace Société (RIVES) de l'École Nationale des travaux Publics de l'Etat à Lyon.

Hélène Balazard s'intéresse aux nouvelles formes de mobilisation citoyenne ; elle analyse comment la société s'organise, se mobilise et développe des réseaux. Elle traite notamment de la responsabilité (accountability), de l'habilitation (empowerment), du lien social et de l'investissement des migrants.

Communications :

- « *Citizens UK, Les héritiers anglais d'Alinsky. Enjeux et fonctionnement d'une broad based community organization* », Colloque international « Saul Alinsky : rebelle ou organisateur ? », Université de Strasbourg, 9 septembre 2011.
- « *Le développement d'une Citoyenneté inédite à Londres via la Community Organisation London Citizens* », Colloque : Citoyenneté et espaces urbains. Perspectives comparées entre les Amériques et l'Europe, Toulouse, 18 et 19 novembre 2010.

> Edith de Collason

Elle est animatrice de la participation au sein d'« arpenteurs », structure associative aux compétences croisées (architecture, urbanisme, sociologie...), qui, selon les contextes, organise et anime des ateliers urbains, des études-actions, des programmes d'aménagement, des interventions urbaines ou de l'échange d'expériences sur la démocratie participative. L'objectif d'« arpenteurs » est d'améliorer l'égalité sociale, politique et écologique.

Edith de Collason est chargée de mission sur le projet La Piscine à Echirolles (38), projet pour lequel l'échange de savoirs, le partage de compétences et l'écoute de l'autre sont des fondamentaux.

Site internet : www.fabriquedesolutions.net

> Robert Hermann

Il est premier adjoint au maire de la Ville de Strasbourg, en charge de la démocratie locale. Depuis 2008, la Ville de Strasbourg a exploré des dispositifs de démocratie locale dans des situations très différentes. Aujourd'hui elle peut faire part de son expérience, de ses résultats et des marges de progression envisageables.

Participation et décision, règles du jeu

Comment sont prises les décisions dans les démocraties modernes ? Quels rapports entretiennent les démarches participatives avec les politiques publiques locales ? Comment la démocratie participative peut-elle impacter la prise de décision ? La participation est-elle synonyme de prise de pouvoir ?

« Participation », « concertation », « projet partagé »... autant de termes qui montrent la multiplication des démarches de démocratie participative. Mais quel est leur réel impact sur la décision ? Entre démarches intégrées ambitieuses et opérations de communication, entre nouveau management public, démocratie de proximité et démocratie participative, les objectifs et les règles du jeu qui en découlent ne sont pas toujours clairement affichés, et encore moins souvent partagés.

Les enjeux de cet atelier sont alors la clarification des finalités des démarches participatives (ascendantes comme descendantes) et la co-construction des règles du jeu (modalités) des démarches.

Il convient de s'interroger et de débattre d'une part sur ce que l'on entend par « démocratie participative », d'autre part des rapports (au sens de complémentarité) entre celle-ci et la démocratie représentative, tant au cours du processus décisionnel lui-même (construction de la décision) que dans la prise de décision in fine. En somme, comment la démocratie participative peut impacter la décision ?

En s'appuyant notamment sur des exemples de modalités de transfert de pouvoir aux citoyens (budgets participatifs, référendum populaires...), **Alice Mazeaud** et **Luc Vodoz** nous aideront à questionner les liens entre objectifs participatifs et outils de démocratie directe, y compris dans les limites démocratiques qu'ils comportent.

La question fondamentale soulevée par cet atelier est : quelle démocratie voulons-nous ?

> Atelier animé par

Antoine Luginbühl (Association Passeurs)
et **Marion Paoletti** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Alice Mazeaud

Elle est maître de conférences, docteure en science politique à l'Université de La Rochelle.

Ses recherches sur la démocratie participative s'inscrivent dans une sociologie politique de l'action publique locale. Ses travaux ont notamment porté sur les usages des dispositifs participatifs.

Repères bibliographiques :

- « *L'instrumentation participative de l'action publique : logiques et effets. Une approche comparée des dispositifs participatifs conduits par la région Poitou-Charentes* », Participations - revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, Participation et action publique, Editions De Boeck Université, 2012.
- *Le Budget Participatif des Lycées : un instrument de justice sociale?*, dans l'ouvrage d'Yves Sintomer et Julien Talpin (dir.), *La démocratie participative au-delà de la proximité. Le Poitou-Charentes et l'échelle régionale*, Presses universitaires de Rennes, 2011.

Communications :

- Le peuple de la participation, 6^e rencontres Europe - Amériques « Démocratie participative : raisons et conditions de la mobilisation », Poitiers, 2010, (disponible sur www.dailymotion.com)

> Luc Vodoz

Il est politologue, adjoint scientifique à la Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT) de l'École polytechnique Fédérale de Lausanne.

Ses activités de recherche, d'enseignement et d'expertise-conseil touchent notamment aux processus de décision multiacteurs et participatifs, à la négociation et à la médiation territoriale, mais aussi aux enjeux politiques et socio-territoriaux liés à l'émergence des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Repères bibliographiques :

- *Les territoires de la mobilité - l'aire du temps*, Presses polytechniques et universitaires romandes, en collaboration avec Barbara Pfister Giauque et Christophe Jemelin, 2004.
- *NTIC et territoires, Enjeux territoriaux des nouvelles technologies de l'information et de la communication*, Communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT), 2001.

> Antoine Di Caccio

Il est vice-président de la Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, dont le conseil de développement durable participe à l'élaboration des politiques publiques, à leur mise en œuvre et évaluation.

Le conflit

dans la participation

Le conflit a-t-il sa place dans les dispositifs participatifs? Quelle place? Faut-il tenter de l'écarter? Faut-il le laisser émerger? Comment s'en saisir? Le rendre constructif? Peut-il dynamiser la participation?

Dans une démarche de projet concerté, le consensus entre les différents acteurs sollicités est souvent préféré au dissensus. Le conflit est généralement considéré comme contre-productif, voire comme un symptôme d'échec du dialogue, et on est tenté de l'éviter ou de le taire. Ce n'est pourtant pas toujours le cas : grâce au conflit ont émergé des mouvements collectifs d'émancipation et des forces de propositions politiques alternatives (de la Révolution Française au Parti Pirate...). Pourtant, le conflit reste craint. On a du mal à l'anticiper.

Quelles pourraient être les attitudes et démarches qui à la fois favoriseraient son émergence et permettraient de s'y appuyer pour accéder à la richesse de la diversité des points de vue comme base d'élaboration de l'action publique?

Il existe bien évidemment différents types de conflits. Nous verrons avec **Jean-Marie Boyé** comment travailler et gérer tant les conflits collectifs (mouvements sociaux et rapports de force avec les institutions par exemple) qu'interpersonnels.

Mais avant cela, il sera intéressant de comprendre, grâce à l'intervention de **Marion Carrel**, l'évacuation du conflit des relations entre institutions et citoyens via l'évolution historique des conseils de quartier.

L'objectif de l'atelier sera d'envisager comment appréhender objectivement le conflit (pourquoi pas, parfois, de manière positive) et lui donner, dans la construction d'un projet en particulier et de l'action publique en général, une place assumée par l'ensemble des acteurs.

> Atelier animé par

Michèle Larüe-Charlus (Ville de Bordeaux, Direction générale de l'aménagement)
et **Nathalie Goldstein** (Association Yakafaucon)



Intervenants

> Jean-Marie Boyé

Il est le fondateur et le directeur du cabinet JmBoyé Formation Conseil.

Il intervient sur le management, le pilotage et/ou l'animation de projets, la communication ainsi que le développement professionnel ou personnel, notamment autour des questions de gestion de conflits.

En France comme à l'étranger (Madagascar, Liban, Gabon, Sénégal), Jean-Marie Boyé conseille et accompagne cadres et dirigeants d'entreprises, d'établissements publics, d'écoles d'enseignement supérieur ou d'associations. Il enseigne et forme également à l'Analyse Transactionnelle.

> Marion Carrel

Elle est maîtresse de conférences et chercheuse au Centre de Recherche « Individus, Epreuves, Sociétés » (CeRies - Lille 3) et au CEMS (Ehess).

Ses recherches portent sur la participation citoyenne et la démocratie délibérative, en particulier sur le terrain des quartiers d'habitat social. Elle va publier *Faire participer les habitants ? Pauvreté, citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Éditions Lettres et sciences humaines (sous presse).

Repères bibliographiques :

- *Les intermittences de la démocratie, Formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, L'Harmattan, 2009, en collaboration avec Catherine NEVEU et Jacques ION.

Communication :

- Le peuple de la participation, 6^e rencontre Europe-Amériques « Démocratie participative : raisons et conditions de la mobilisation », Poitiers, 2010. (Disponible sur www.dailymotion.com)

Différences sociales et participation

Les démarches participatives offrent-elles une place pour tous, quel que soit l'âge, le genre, l'origine géographique ou sociale, le niveau d'alphabétisation... ? Comment mettre en place des démarches participatives inclusives ?

Il est souvent reproché aux démarches participatives de mobiliser toujours les mêmes types de participants : individus de plus de 50 ans, diplômés ou militants associatifs, engagés d'une façon ou d'une autre dans la vie de la cité. A contrario, des catégories entières de la population semblent exclues, à tout le moins absentes, des dispositifs de participation.

Comment la démocratie participative peut-elle intégrer la diversité, les particularismes locaux, l'altérité, les identités multiples, les appartenances culturelles plurielles ? Les démarches invitant le citoyen à participer, qu'elles soient institutionnelles ou issues du terrain, sont-elles accessibles à tous : jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, minorités ethniques ou culturelles, précaires et « sans voix », personnes en situation de handicaps... ? Peut-on participer de la même manière avec l'ensemble des publics ? Jusqu'à quel point et comment tenir compte des différences ? Doit-on développer des démarches permettant de prendre en compte les expériences et appartenances personnelles pour favoriser la participation de tous ?

Le but de l'atelier sera d'identifier ce qui, au-delà des inhibitions personnelles ou du simple refus de participer, peut freiner ou motiver la participation des publics, d'où qu'ils viennent et quels qu'ils soient. Il s'agira notamment de voir quels sont les dispositifs qui permettent de dépasser les barrières et clivages socioculturels (barrière de l'écrit par exemple) ? Nous verrons avec **Elisabeth Hofmann** comment les démarches dites inclusives ont permis de dépasser les écueils de l'interculturalité ou les problématiques de genre. Nous découvrirons avec **Patrick Bodart**, comment, en Belgique, une association de soutien aux plus démunis s'est nourrie d'expériences sud américaines pour mobiliser des publics a priori désocialisés.

Au final, les démarches et dispositifs participatifs peuvent-ils eux aussi, à l'instar d'autres expériences collectives - sport, culture, politique... - devenir des vecteurs d'intégration sociale, œuvrer au « vivre ensemble » ?

> Atelier animé par

Cheikh Sow (Clap Sud-Ouest)

et **Nathalie Petoux** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Patrick Bodart

Il est le créateur de l'association Periferia qui cherche à « rendre au collectif son rôle dans la société d'aujourd'hui ».

Que ce soit par l'implication des acteurs de la société civile dans les démarches publiques de concertation, par la formation aux associations ou par le soutien et l'appui aux citoyens, même les plus démunis, Periferia œuvre à la construction de projets et politiques publiques ancrés dans la démocratie participative. Periferia revendique en outre une volonté d'innover en s'inspirant d'expériences développées dans les pays dits du sud.

Enfin Periferia co-anime le Réseau Capacitation Citoyenne qui regroupe des collectifs croisant leurs pratiques pour renforcer leurs actions solidaires et citoyennes.

Site internet : www.periferia.be et www.capacitation-citoyenne.org

> Elisabeth Hofmann

Elle est maître de conférence à l'Institut d'Aménagement de Tourisme et d'Urbanisme (IATU/STC) de l'Université Bordeaux 3.

Longtemps consultante et évaluatrice de projet, elle travaille actuellement sur la formation au genre et à l'interculturalité dans les démarches participatives de solidarité internationale.

Repères bibliographiques :

- *Le genre dans l'efficacité de l'aide publique au développement : le labyrinthe de la réforme*, dans : Frottie, B ; Jarry, A ; Lacombe, D ; Marteau, E. « La globalisation du genre », revue Cultures et Conflits, 2011.
- *Genre et politiques de coopération internationale - la mobilisation des femmes africaines face aux nouvelles modalités d'aide*, Congrès des Etudes Africaines en France, Bordeaux, 2010.
- *Le genre à l'épreuve de l'interculturalité*, ALTERMONDES - La revue trimestrielle de solidarité internationale, 2008.

> Claire Robillard

Elle est maire de Palaiseau et vice-présidente du Conseil général de l'Essonne, chargée du développement durable et solidaire, de l'environnement et de l'agriculture.

La régénération des publics

Comment renouveler et diversifier les profils des participants ? Comment aller chercher des publics nouveaux au-delà des cercles et réseaux d'« habitués » ? Comment diversifier et multiplier les techniques de recrutement des publics ? Pour quelle portée sur la participation ?

Les démarches participatives, même si elles se veulent ouvertes et accessibles au plus grand nombre, comportent toujours, pour ceux qui les mettent en place, le risque de ne mobiliser que des « habitués ». Se développent pourtant des solutions pratiques pour renouveler les participants, drainer des publics nouveaux et en varier les profils.

L'atelier nous aidera à comprendre comment la diversification des médias de communication, la multiplication des modes de recrutement (tirage au sort, appel à volontariat, parrainage, candidature spontanée...) ou la création d'instances dédiées (conseils de jeunes, d'anciens, de résidents étrangers, de personnes à mobilité réduite...) permettent de faire évoluer la participation citoyenne. Il s'agira également de voir dans quelle mesure le type de projet ou l'objet de la démarche participative impacte le profil et l'affluence des participants.

Des collectivités cherchent à innover. **Lola Bringuier** témoignera du renouvellement récent du Conseil des Résidents Etrangers de la Ville de Strasbourg, des difficultés rencontrées mais également des clés de réussite. **Christophe Beurois** reviendra quant à lui sur quelques expériences novatrices et significatives en matière de régénération des publics, développées en France ou ailleurs.

Enfin, pour aller plus loin, l'atelier abordera également la question de la pérennisation. Il s'agira de voir, au-delà des aspects technico-pratiques permettant une meilleure diversification des publics et une plus large adhésion aux démarches participatives, comment développer, au sein de la société, une réelle culture de la participation citoyenne.

> Atelier animé par

Jacques Da Rold (C2D de Pessac)

et **Evangelia Michaeloudes - Montarnier** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Christophe Beurois

Il est co-fondateur et gérant de l'Agence Médiation & Environnement pour le compte de laquelle il est également consultant et formateur.

Il travaille depuis plusieurs années sur les liens entre politiques publiques et concertation dans le domaine de l'environnement et du développement durable. La variété et l'actualité de ses expériences professionnelles lui permettent de détailler les différentes modalités de régénération des publics.

Sites internet : www.mediation-environnement.coop et proddeval.cemagref.fr

> Lola Bringuier

Elle est chef de projet du Conseil des Résidents Etrangers (CRE) de Strasbourg.

Dans le cadre de la démocratie locale à Strasbourg, le CRE veut associer les résidents étrangers à l'élaboration des projets de la Ville et mettre en œuvre une citoyenneté de résidence. Lola Bringuier revient sur les particularités de cette instance pérenne de participation citoyenne et sur les dispositifs de recrutement récemment mis en place pour renouveler ce conseil.

Site internet : www.cre-strasbourg.fr

Mobilisation et capacité d'initiative citoyenne

Qu'est-ce que s'engager signifie? Qu'est-ce que mobiliser veut dire?
Quelle articulation entre démarches institutionnelles et initiatives citoyennes?
Existe-t-il des espaces de rencontre? Le dialogue est-il possible?

Les démarches « top down » mises en place par les institutions (collectivités territoriales, établissements publics locaux ou autres) cherchent à promouvoir la mobilisation des citoyens et, selon les cas, à aller chercher les publics absents.

De leur côté, des citoyens se regroupent et interpellent régulièrement les pouvoirs publics sur un projet particulier ou un sujet donné.

Il s'agira dans cet atelier de comprendre comment ces deux dynamiques relevant de registres a priori différents, voire contraires, alimentent, chacune selon des logiques et modalités particulières, la démocratie participative.

L'atelier propose notamment de revenir avec **Anahita Grisoni**, sur le mouvement des Indignés (plus particulièrement sur l'expérience espagnole) qui, face à une situation de crise, a cherché à faire de la politique autrement. Il s'agira, via la notion de démocratie horizontale, de découvrir les nouveaux répertoires d'actions proposés par le mouvement et de débattre du renouveau méthodologique démocratique apporté par les Indignés.

En parallèle, **Pierre-Yves Guihéneuf** reviendra sur les questions de construction d'un dialogue institution(s) / société civile, en s'appuyant sur diverses expériences de co-construction de projet ou de co-élaboration de politiques publiques.

Entre démocratie représentative et participative, l'enjeu est sans doute de réussir à créer un espace permanent de rencontre et de négociation où décideurs et citoyens peuvent échanger et dialoguer.

> Atelier animé par

Alexandra Minicki (Ville de Bègles, Mission Agenda 21)
et **Winston Brugmans** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Anahita Grisoni

Sociologue et urbaniste de formation, elle mène ses recherches au Centre d'Analyses et d'Interventions Sociologiques (CADIS/CNRS) de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS).

Intéressée par les mouvements sociaux en général, elle a suivi sur le terrain et pendant plusieurs mois au cours de l'année 2011, les Indignés d'Espagne. Elle témoigne du renouveau démocratique que porte en lui ce mouvement.

Communications :

- *La colère sociale des Indignés est bien présente*, en collaboration avec Juan Serrano-Moreno, article paru le 2 mai 2012 dans l'hebdomadaire Libération, (Disponible sur www.libération.fr)
- *Des indignés aux Pirates, où sont les nouveaux Gavroches européens?*, France Culture, émission CulturesMondes du 27 avril 2012, (Disponible sur www.franceculture.fr)

> Pierre-Yves Guihéneuf

Il est consultant chez DialTer, coopérative spécialisée dans la concertation, la participation et la médiation entre acteurs du territoire pour le développement de projets concertés, la gestion durable de ressources collectives, l'aménagement de l'espace et l'environnement, la décision publique et privée partagée. Egalement membre de l'association Geysier et de l'Institut de Recherche et débat sur la Gouvernance, Pierre-Yves Guihéneuf travaille sur la participation de la société civile à la définition des politiques publiques, en France comme dans les pays du Sud.

Repères bibliographiques :

- *La lente reconnaissance du dialogue territorial*. In : Travaux et Innovations n° 155, 2009.
- *La formation au dialogue territorial*. En collaboration avec Ph. Baret, P. Cayre et F. Cauchoix. Editions Educagri, 2006

Sites internet : www.dialter.fr, www.geysier.asso.fr et www.institut-gouvernance.org

Les nouvelles formes de participation

Les nouveaux espaces (Internet notamment) font-ils venir de nouveaux publics? Les manières de participer voire la portée de la participation y changent-elles? Quelle place y trouvent les « habitués » de la participation? Y migrent-ils ou en sont-ils exclus? Quels liens établir entre formes traditionnelles, nouveaux espaces et renouvellement des formes anciennes de participation?

Internet ou plus récemment les réseaux sociaux voire le gaming sont scrutés comme un espoir pour la participation. Notamment avec l'idée de faire venir des publics qui ne participaient pas.

Mais ces nouvelles formes renouvellent-elles forcément les publics?

Le risque dans le renouvellement des formes serait de faire de ce renouvellement la panacée pour aller chercher de nouveaux publics, laissant de côté ceux qui participent dans les « anciens » dispositifs. Il faut certainement davantage se poser la question de la complémentarité.

En effet, ce qui réunit anciennes et nouvelles formes réside dans la distinction entre participer et participation. Si les nouveaux espaces permettent de faire venir de nouveaux publics sans faire changer la portée de cette participation, alors cette tentative de renouvellement pourrait s'avérer incomplète.

Ce qui devient alors particulièrement intéressant dans les nouveaux espaces de la participation, c'est qu'ils n'ont pas d'abord été conçus pour cet usage mais par une forme de détournement ou du moins par une prise de pouvoir des utilisateurs générant de l'interaction et donc la possibilité pour les utilisateurs de réellement participer.

C'est bien cette dynamique du détournement et de l'articulation entre le monde en ligne et le monde physique que les représentants du **Parti Pirate** permettront d'appréhender à partir de la trajectoire de ce mouvement.

Au final, c'est bien la manière de prendre en compte cette participation, de l'articuler qui sera questionnée et sur laquelle **Ewa Krzatala-Jaworska** éclairera les travaux allant jusqu'à se poser la question des conditions pour créer un espace de e-débat.

> Atelier animé par

Frédéric Brouard (EPA Bordeaux-Euratlantique)

et Blandine Grandchamp (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Alain Krausz et Corinne Gireau

Ils représentent le Parti Pirate, dernier né des partis politiques européens. A mi-chemin entre démocratie directe et participative, le Parti Pirate cherche à réaffirmer les valeurs fondamentales citoyennes et démocratiques et à remettre le citoyen au centre des décisions politiques, notamment grâce à internet.

Ils reviennent sur le concept de Liquid Democracy et les limites de certains dispositifs de démocratie en ligne.

Site internet : www.partipirate.org

> Ewa Krzatala-Jaworska

Elle est doctorante en science politique à l'Université Paris 1. Ses travaux portent sur la participation en ligne à l'échelle locale (les formes de la discussion politique sur internet), l'espace public et l'action politique, le capital social ou en core la communication politique des municipalités.

Elle s'intéresse à l'ouverture de la participation à la vie politique à un public toujours plus large.

Repères bibliographiques :

- *Organizing debate and e-debate. Between acceptance and refusal*, in « E-Governance and Civic Engagement : Factors and Determinants of E-Democracy », sous la direction d'Aroon Manoharan, IGI Global, 2012.
- *Discussioni preelettorali in una città digitale. Il caso delle elezioni comunali di milano 2011*. in Dalla democrazia diretta all'e-democracy. Problemi teorici ed applicazioni pratiche, en collaboration avec Fiorella De Cindio et sous la direction de Giulia Bertone et Giuseppe Gangemi, 2011.

> Luc Lemonnier

Il est conseiller municipal délégué à la Ville du Havre, chargé de la concertation publique et du dialogue avec les Havrais.

Conseils de quartier, Conseil de la Diversité, Comités de concertation citoyenne, Ateliers de proximité, sont quelques-uns des dispositifs mis en place par la Ville du Havre pour encourager la participation citoyenne depuis plus de 10 ans.

Les temps de la participation

Pourquoi la notion de temps est-elle souvent problématique dans les rapports entre organisateurs et participants? Du temps individuel (investissement personnel) aux différents temps du projet, quelle part de la maîtrise du temps accepte-t-on de « lâcher »? Quel impact sur la conduite de la participation et sur la présence de certains publics?

La question du temps dans la participation est d'abord perçue de manière individuelle : quel temps chacun souhaite consacrer à la participation? Quand est-on disponible pour la participation? De cette première approche découlent des mesures concrètes pour faciliter cette disponibilité (horaires adaptés et variés permettant une plus grande diversité de publics...).

Dans une autre approche, le temps est plutôt conçu comme celui du projet : à quel moment du projet la concertation est-elle lancée? est-il trop tôt? assez tôt? trop tard? Souvent, le processus de concertation est pensé comme nécessitant du temps pour permettre à chacun de s'approprier le projet, ses enjeux. La concertation peut alors être perçue comme freinant la réalisation des projets. Elle est donc souvent sollicitée tardivement et mise en place dans un calendrier contraint au nom d'un impératif de réalisation du projet. Il en ressort alors une incompréhension entre les porteurs de projet, pressés par l'urgence, et les participants qui reprochent un manque de temps. Cette incompréhension met à jour le fait que le rapport au temps pose avant tout le problème de la gestion de l'aléa. En effet, la concertation ne fait pas tant perdre du temps qu'elle peut mener à des projets qui s'écartent du projet initial mis à la discussion. L'approche philosophique de **Stéphane Gruet** permettra de dénouer quelques fils pour prendre en compte les différents temps. **Le Collectif Etc**, engagé dans la fabrication de projets au plus près des usages pourra montrer comment il construit à partir de ces derniers un rapport au temps.

Les deux conceptions du temps (individuel ou du projet) se rejoignent alors. En effet, dans les deux cas, le rapport au temps pose la question de la part de sa propre maîtrise que l'on accepte de « lâcher » aux autres.

> Atelier animé par

Etienne Lhomet (Communauté urbaine de Bordeaux, Direction des stratégies métropolitaines et de l'innovation)
et **Delphine Willis** (Association Friche & Cheap)



Intervenants

> Collectif Etc, représenté par Cédric Bouteiller et Florent Chiappero

C'est une association d'architectes et de graphistes qui développe des projets de modification concrète et collective de l'environnement pour gérer ou accompagner des dynamiques sociales.

Le Collectif Etc a pour volonté de rassembler des énergies autour d'une dynamique commune de questionnement de l'espace urbain. Ses projets sont ouverts et orientés vers le public spontané de la ville. Leur particularité commune est d'agir dans l'espace public en intégrant la population locale dans les processus créatifs. Ces actions et recherches ne se limitent donc pas uniquement à la discipline artistique mais touchent aussi à des questions sociales, politiques et urbaines.

Site internet : www.collectifetc.com

> Stéphane Gruet

Il est architecte, docteur en philosophie, rédacteur en chef de la revue Poïésis et éditeur. Il est également fondateur et animateur du CMAV (Centre Méridional de l'Architecture et de la Ville) et de l'AERA (Actions, Etudes et Recherches sur l'Architecture, l'habitat et la ville), structures s'efforçant de promouvoir, au travers de rencontres pluriculturelles, de débats publics et d'expositions, une réflexion collective et transdisciplinaire autour de l'architecture et de la ville. Les Éditions Poïésis proposent d'ailleurs des ouvrages issus de cette réflexion.

Repères bibliographiques :

- *Lettres sur l'urbanité française - La vie urbaine en France vue par ceux qui viennent d'ailleurs*, Edition Poïésis, 2007.
- *L'œuvre et le temps, Livre 1 Le mouvement et la forme, Livre 2 L'art et le temps, Livre 3 Nature, art et technique, Livre 4 L'architecture, le temps, la ville, Livre 5 L'œuvre politique*, Edition Poïésis, 2005 à 2006.

Sites internet : www.poiesis-architecture.com, www.cmaville.org et aera.over-blog.com

> Françoise Gentil

Elle est conseillère régionale des Pays de la Loire où elle est notamment en charge de la démocratie territoriale et de l'accompagnement des Conseils de développement.

Les conditions matérielles de la participation

Comment faire venir les publics? Comment leur donner envie de rester? Et de revenir? Quels sont ces « détails » qui comptent? A quelles conditions l'attention aux aspects matériels (choix des lieux, disposition, prise en charge, modalités d'animation...) permet-elle de transformer la portée de la participation?

Les conditions matérielles semblent pouvoir jouer un rôle déterminant quant à la participation, en particulier quand on se pose la question des publics absents.

D'abord on peut limiter les contraintes pour rendre plus facile, voire, parfois, possible, la participation. Qu'il s'agisse de garde d'enfants ou de personnes dépendantes, de frais de transport... un certain nombre de contraintes rend plus compliquée la participation.

Toutefois, il s'agit là de prendre en charge des contraintes individuelles qui feraient frein à la participation. D'autres obstacles peuvent davantage être liés aux représentations communes : celles d'une distance entre l'implication personnelle et les espaces de débat public. L'attention aux conditions matérielles pourrait elle aider à lutter contre ces freins? Le choix du lieu, les endroits ou les moyens de diffuser une invitation... sont autant de détails qui peuvent faire la différence et rendre accessible un espace de participation.

La question des conditions matérielles se pose aussi une fois que le cap de venir est franchi. La disposition de la salle en cas de réunion qui instaure ou pas une frontière entre ceux qui conduisent et ceux qui participent est une illustration parmi d'autres de l'impact des conditions matérielles sur la participation. Quels sont ces « détails » qui peuvent compter? Comment un architecte scénographe (**Eric Troussicot**) a pu mobiliser ses compétences en la matière pour mener à bien un exercice participatif? En miroir, comment un praticien de la participation (**Pascal Jarry**) tient compte de ces détails?

Car au-delà, c'est bien la question du sens de la participation qui se pose dans les conditions matérielles. Le rapport passionné à la question de l'indemnisation voire de la rémunération des participants (oscillant entre interrogation sur l'intérêt à agir et reconnaissance d'une légitimité de l'expertise citoyenne) montre bien que derrière cette question matérielle se logent des débats cruciaux sur l'enjeu de la participation.

> Atelier animé par

Claire Grygiel (Pays et Quartiers d'Aquitaine)
et **Dominique Lestynek** (C2D de l'agglomération bordelaise)



Intervenants

> Pascal Jarry

Il est responsable de la mission jeunesse à la Ville de Toulouse.

Il a, depuis les années 80 et dans plusieurs collectivités, participé à la création d'instances et d'outils de concertation, accompagné les services territoriaux dans l'élaboration et la mise en œuvre de plans de concertation, ou formé des agents à la méthodologie de projet participatifs. Il a également co-animé un réseau d'acteurs de la démocratie participative.

Pascal Jarry revient sur les types de démarche possibles, l'animation, l'aménagement des lieux, l'organisation du temps pour la participation.

Repères bibliographiques :

- *Guide méthodologique de la concertation du Conseil général du Val-de-Marne, co-pilotage en collaboration avec Missions Publiques (cabinet conseil)*, 2010, (Disponible sur le site du CG 94)

> Eric Troussicot

Il est architecte, scénographe et commissaire d'exposition.

Commissaire d'EVENTO 2011, il témoignera notamment de l'expérience du Chantier des savoirs partagés, ensemble de réalisations originales nées des échanges entre artistes et citoyens en divers lieux de la métropole bordelaise, et du Chantier mobile, laboratoire artistique mobile d'exploration sociale et urbaine, qui a sillonné l'agglomération à la recherche de pratiques, de discours et de représentations autour du concept d'EVENTO 2011, L'art pour une ré-évolution urbaine.

Commissariat et scénographie d'expositions :

- *Insiders, Pratiques, Usages, Savoir-faire, pour arc en rêve - centre d'architecture et le CAPC - musée d'art contemporain* (2009) ;
- *Yona Friedman, Tu ferais ta ville, pour arc en rêve - centre d'architecture et le CAPC - musée d'art contemporain* (2008) ;
- *Collectifs, Nouvelles formes d'Habitats collectifs en Europe, pour arc en rêve - centre d'architecture* (2008).

Osez participer ! est un événement organisé par le C2D - Conseil de développement durable de l'agglomération bordelaise, construit en collaboration avec les acteurs locaux impliqués dans la construction de la participation.

Nous tenons donc à remercier

la Communauté urbaine de Bordeaux, les communes d'Ambarès-et-Lagrave, Ambès, Artigues-près-Bordeaux, Bassens, Bègles, Blanquefort, Bordeaux, Bouliac, Bruges, Carbon-Blanc, Cenon, Eysines, Floirac, Gradignan, Le Bouscat, Le Haillan, Le Taillan-Médoc, Lormont, Mérignac, Parempuyre, Pessac, Saint-Aubin de Médoc, Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Médard-en-Jalles, Saint-Vincent-de-Paul, Talence et Villenave d'Ornon, le Conseil général de la Gironde, Bordeaux-Euratlantique, Pays et Quartiers d'Aquitaine et toutes les structures dédiées de participation citoyenne (Conseil consultatif de Mérignac, C2D de Pessac, CODES de Bordeaux, CESER Aquitaine).

Nous adressons également nos remerciements

à toutes les associations et collectifs impliqués dans la participation et qui nous ont aussi aidé à construire ce rendez-vous : Alpage, Arc-en-Rêve, Ateliers des Bains Douches, Biapi, Boulevard des potes, Bruit du Frigo, Cap Bastide, Clap Sud-Ouest, Collectif Bordonor, Conseil et études sociologiques, Friche & Cheap, Halle des Douves, H'Nord, Jardins d'Aujourd'hui, L'Épicerie, Passeurs, Place (groupe Reflex), Récup'R, Réseau Paul Bert, Université Populaire de Bordeaux, Yakafaucon.

C2D - Conseil de développement durable
de l'agglomération bordelaise
La Cub - esplanade Charles-de-Gaulle
33076 Bordeaux cedex
05 56 93 65 11 - c2d@cu-bordeaux.fr
www.c2d.lacub.fr et sur facebook

COMMUNAUTÉ
URBAINE DE BORDEAUX
LACUB
www.lacub.fr



CND un espace de démocratie participative